Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Numéro Spécial — N° 28 - NOUVELLE SÉRIE - 5e ANNÉE - 28 MAI — Prix minimum 0.50 F

Des GOBELINS à CHARLETY

60.000 provocateurs manifestent dans le calme

(voir page 2)

LA PLUS GRANDE GREVE GENERALE JAMAIS VUE EN FRANCE

Nos soi-disant Représentants voudraient la brader

QU'ILS N'Y COMPTENT PAS !

Alors qu'en 1936, trois millions de grévistes avaient obtenu des augmentations qui allèrent de 20 à 100 % dans certains cas, les congés payés qui n'existaient pas, les délégués du personnel et bien d'autres avantages encore, on voudrait que les neuf ou dix millions de travailleurs qui sont en grève actuellement reprennent le travail avec les miettes qu'on a négociées en faisant semblant de suer sang et eau pendant trois jours.

Les dirigeants syndicaux disent que rien n'est signé.

Pourquoi alors acceptent-ils que le gouvernement dise le contraire ? Et pourquoi ont-ils signé ce protocole, puisque, à ce qu'il paraît, il n'engage personne ?

En fait, cela va aboutir à diviser le mouvement: dans les grandes entreprises, les travailleurs vont probablement continuer la lutte, mais dans les petites, là où ils sont plus faibles face aux patrons, ils risquent de se voir contraints de reprendre le travail, à cause de cette trahison, car c'en est une.

Séguy, secrétaire de la CGT a dit ce matin en quittant Pompidou, que les centrales syndicales n'avaient pas déclenché la grève générale et qu'elles ne pouvaient donc pas donner l'ordre de reprise, que c'était aux travailleurs de savoir ce qu'ils avaient à faire.

MAIS ALORS, A QUOI SERVENT DONC LES CENTRALES SYNDICALES si elles ne sont même pas capables, une fois qu'une grève générale a été déclenchée sans leur intervention, de conduire cette grève à la victoire, en fixant des objectifs clairs et en indiquant aux travailleurs les moyens de les atteindre, au lieu de signer avec les représentants des patrons et du gouvernement des accords auxquels personne ne sait quelle importance il faut accorder et dont la seule justification ne peut-être que la démoralisation des plus faibles.

Dans quel camp sont donc ces dirigeants de syndicats? Dans quel camp sont donc ceux qui se nomment **FRACHON, SEGUY, BERGERON, DESCAMPS?** Dans celui des travailleurs du rang ou dans le camp de ceux qui siégeaient à la même table : Pompidou, et les représentants du patronat ?

De toutes façons, les travailleurs se souviendront de leurs noms... mais pas pour les glorifier.

Les travailleurs qui se sont mis en grève ne reprendront pas le travail avec ces propositions indignes. Comme l'a dit le secrétaire de la CGT — et c'est encore plus juste qu'il ne le croit — les travailleurs se sont mis en grève et ont occupé les usines sans que les centrales syndicales l'aient décidé, et les travailleurs sauront se passer des centrales syndicales pour continuer le combat jusqu'à entière satisfaction, avec l'aide, et il y en a, de tous les militants honnêtes et dévoués.

Evidemment, après cette trahison, ils n'ont plus personne pour discuter de leurs revendications sur le plan national, à l'échelon d'accords valables pour tous les travailleurs. Maintenant, les travailleurs en sont réduits à discuter en tête-à-tête avec le patron. A cause de ces accords, la lutte des travailleurs se trouve divisée, morcelée. C'est celà que les signataires ont voulu. Et c'est là que réside leur trahison.

Mais les travailleurs qui ont su se retrouver, en quelques jours, neuf ou dix millions, dans une grève avec occupation d'usines qui s'est répandue comme une traînée de poudre, sauront encore s'unir et se regrouper pour continuer la lutte.

Il faut maintenant que **TOUS LES TRAVAILLEURS** participent aux occupations.

Mais il faut en même temps qu'ils ne restent pas confinés dans leurs usines, il faut qu'ils aillent se voir les uns les autres, qu'ils discutent de leurs problèmes mutuels, qu'ils participent dans les Bourses du Travail ou les Mairies dont les municipalités sympathisent, à des colloques, à des assemblées où l'on discute démocratiquement des revendications et des moyens pour les faire aboutir, tous ensemble, en réunissant dans un même combat toutes les usines grandes et petites d'une même localité, afin d'être plus forts pour faire céder le patron.

Et les revendications qui sont communes à tous, c'est :

— 1.) Paiement intégral et sans récupération des heures de grève, même si le mot ou la chose déplaît aux patrons;

— 2.) Retour immédiat, et pas à la St-Glinglin, aux 40 heures sans diminution de salaires, avec, pour lutter contre le chomage, la répartition du travail entre tous.

— 3.) Pas de salaire inférieur à 1.000 F ;

— 4.) Echelle mobile des salaires.

Camarades,

Surtout, ne nous laissons pas prendre aux promesses, N'oublions pas que, trois ans après 1936, c'étaient les décrets-lois de Daladier et la guerre.

ALORS, CE QUE NOUS VOULONS, NOUS LE VOULONS TOUT DE SUITE ET POUR LONGTEMPS.

VOIX OUVRIÈRE
27 mai 1968.

A BAS LA DUPERIE DU RÉFERENDUM

Aux abois, le régime gaulliste, pour s'en sortir, a donc recours à l'une de ses armes favorites, le referendum.

Laissons aux juristes le soin de discuter à l'infini sur la légalité du référendum, de la question posée et de savoir s'il s'agit d'un plébiscite ou pas. Le pouvoir a décidé qu'il aurait lieu, et si les travailleurs ne l'empêchent pas, il aura lieu, conforme à la loi ou pas conforme du tout. De Gaulle est toujours à la tête de l'Etat. La loi et la constitution, c'est lui qui les a faites. C'est lui aussi qui est chargé de les appliquer. Il a aussi la possibilité de les tourner s'il en est besoin.

Pour nous, que ce référendum soit conforme ou non à la lettre de la constitution, une chose est sûre, il est d'abord dirigé contre la classe ouvrière.

La volonté de celle-ci ne peut faire aujourd'hui aucun doute. Les manifestations du 13 mai, la grève générale qui paralyse toute l'économie française et concerne dix millions de travailleurs, la participation de plus en plus importante des jeunes ouvriers aux manifestations étudiantes et aux affrontements avec la police, tout celà montre bien que le slogan «De Gaulle démission» est le souhait de tous les travailleurs.

Certains diront sans doute que, s'il en est ainsi, une majorité de non se dégagera lors du referendum et que, ainsi, de toute manière de Gaulle devra s'en aller.

Rien n'est moins évident. Et si le régime tente de détourner ainsi vers les isoloirs électoraux, le mouvement qui se développe dans la rue, c'est bien qu'il sait y avoir intérêt.

Ce suffrage universel a toujours été une duperie pour la classe ouvrière, puisqu'il mêle les suffrages des exploi-

(suite page 4)

Les "Enragés" et la "Pègre" avant garde de la Jeunesse et de la Lutte Révolutionnaire

Le 3 mai dernier, les premiers « enragés », et ils étaient nombreux, se battaient contre les flics dans les rues du Quartier Latin.

Une semaine plus tard, après des affrontements extrêmement violents, entre la police et les étudiants, le gouvernement cédait :

— Il retirait les flics et les CRS du Quartier Latin et de la Sorbone,
— et les étudiants s'y installaient,
— il libérait les manifestants arrêtés.

La Sorbonne devenait un lieu de libre confrontation des idées.

L'Etat fort avait cédé devant la rue.

Les étudiants venaient de montrer que le seul moyen pour renverser le gaullisme et changer la société, n'était pas le bulletin de vote, mais la lutte dans la rue contre les flics de de Gaulle.

La lutte des étudiants oblige la C.G.T. et la C.F.D.T. à appeler à la grève générale. Le 13 Mai, la Manifestation de la République à la Bastille réunit un million d'ouvriers et d'étudiants.

Le 14 mai les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes occupent leur usine et séquestrent le directeur. Puis c'est le tour de Renault à Cléon.

Enfin le jeudi, Renault-Billancourt entre en grève avec occupation d'usine. Aujourd'hui 10 millions de travailleurs sont en grève.

Chez Renault à Cléon, ce sont quelques centaines de jeunes ouvriers qui ont occupé l'usine spontanément, comme les étudiants avaient occupé la Sorbonne — obligeant les délégués syndicaux à retrouver le mot d'ordre « d'occupation ». Dans presque toutes les entreprises, les jeunes ont débrayé avant que les syndicats ne les y appellent.

Et à Paris, vendredi dernier, dans de nombreuses usines en grève — des dizaines de jeunes — appartenant souvent à la C.G.T. — sont allés se battre dans la rue avec les étudiants.

—

C'est sans doute ce qui a fait dire à Pompidou, comme à l'**Humanité** « que la pègre était descendue dans la rue ».

Et bien oui, les soi-disant voyous, les blousons noirs, la pègre comme ils disent étaient dans la rue aux côtés des étudiants.

Parce que ces voyous, ce sont les jeunes ouvriers, les jeunes chômeurs, les jeunes des banlieues et des quartiers populaires.

Et ceux qui parlent de la classe ouvrière ont fait semblant de ne pas la reconnaître lorsqu'elle est descendue dans la rue.

Ces jeunes ont suivi l'exemple des étudiants.

La lutte des étudiants par la contestation violente de l'Etat bourgeois, recouvre le sentiment de révolte que ressentent les jeunes travailleurs.

Les blousons noirs, ceux des H.L.M., ceux qui ne trouvent pas de travail, ceux qui sont exploités pour 600 F par mois, ont eux, toute l'année, la haine du flic, la haine de l'ordre établi et de tous les interdits qu'on leur oppose.

Dans les banlieues ouvrières, c'est chaque soir que les flics contrôlent leur identité, lorsqu'ils sont en groupe, ou qu'ils roulent en mobylette. Et dans les commissariats c'est aussi toute l'année qu'on passe à tabac.

Et enfin d'autres qu'eux, les étudiants, se battaient directement, nombreux et organisés, contre le symbole du pouvoir : les flics.

Cela représentait enfin autre chose pour eux que ce que leur offre le P.C. ou la C.G.T. : Voter non au referendum — voter pour Mitterrand aux présidentielles — voilà ce que le P.C. dit aux jeunes ouvriers. Mais que leur importe de bien voter, alors que la plupart d'entre eux n'ont même pas le droit de vote, tandis que les flics, les curés, les bonnes sœurs, les bourgeois, les vieux de 80 ans, tous les improductifs, eux décident de la politique dans ce pays.

Quelque chose a changé aujourd'hui.

Grâce à la lutte des étudiants, des jeunes ouvriers viennent d'être conquis par les idées révolutionnaires.

Ils ont compris de quelle façon il fallait s'y prendre pour changer la société.

Quelle que soit l'issue de la lutte actuelle, et si les étudiants révolutionnaires sont prêts à militer en direction de la classe ouvrière, il y a aujourd'hui de grandes possibilités pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire en France.

Catherine OLIVIER.

Comme en 36, LE P.C.F. VEUT CANTONNER LA GRÈVE SUR LE TERRAIN ECONOMIQUE

La GRÈVE et la RÉVOLUTION

Depuis plus d'une semaine maintenant, la grève générale se poursuit dans tout le pays. Depuis plus d'une semaine, après les étudiants, les travailleurs en lutte contestent dans les usines les profits du patronat. Les étudiants, eux, continuent dans la rue à affronter le pouvoir réactionnaire et policier. La grève qui se poursuit est une grève politique dont les implications dépassent de loin ne serait-ce qu'une augmentation substantielle des salaires même si elle est largement supérieure aux accords conclus dans la nuit de dimanche à lundi. Pourtant syndicats et partis politiques se réclamant des travailleurs limitent la grève à des objectifs économiques dérisoires. Et si, contraints par les travailleurs qui ont refusé de reprendre le travail avec des miettes, ils mettront peut-être en avant des revendications salariales plus importantes, ils se garderont bien de porter la lutte sur le plan politique dans la rue, aux côtés des étudiants.

Une telle attitude n'est pas nouvelle. En 1936 déjà, tout a été fait par les organisations syndicales et les partis « ouvriers » pour limiter la grève à des objectifs économiques dérisoires. Et si contraints par les travailleurs qui ont refusé de reprendre le travail avec des miettes ils mettront peut-être en avant des revendications salariales plus importantes, ils se gardront bien de porter la lutte sur le plan politique dans la rue, aux côtés des étudiants.

Une telle attitude n'est pas nouvelle. En 1936 déjà, tout a été fait par les organisations syndicales et les partis « ouvriers » pour limiter la grève générale à des objectifs générale à des objectifs économiques en la faisant passer pour une grève corporatiste.

Dans leur livre « Juin 36 », Jacques Danos et Marcel Gibelin écrivaient au sujet de l'attitude du Parti Communiste dans les grèves « Toujours il insiste sur le caractère strictement corporatif du mouvement »... « Celui-ci (le P.C.) a pesé à tous moments de tout son poids pour maintenir les grèves dans le cadre d'un mouvement simplement revendicatif pour contenir les poussées ouvrières tendant au débordement des syndicats ».

Dans un article du 9 juin 1936 « la Révolution française a commencé », Léon Trosky écrivait :

« Certes, Léon Jouhaux, à la suite de Léon Blum assure à la bourgeoisie qu'il s'agit d'un mouvement purement économique dans les cadres stricts de la loi. Sans doute, les ouvriers sont les maîtres des usines pendant la grève établissant leur contrôle sur la propriété et son administration. Mais on peut fermer les yeux sur ce regrettable « détail ». Dans l'ensemble ce sont « des grèves économiques et non pas politiques » affirment Messieurs les chefs. Cependant sous l'effet de grèves « non politiques », toute la situation politique du pays change radicalement »...

« Mais non, les chefs disent une contre vérité »...

« L'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres professionnels, corporatifs et locaux, en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté de **tout** le prolétariat... »

« S'arrachant des cadres corporatifs et locaux le mouvement gréviste est devenu redoutable, non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour sa propre représentation parlementaire et syndicale qui, actuellement, est avant tout occupée à ne pas voir la réalité. Selon une légende historique, à la question de Louis XVI :

« Mais c'est une révolte ? », un des courtisans répondit : « Non, sire, c'est une révolution ». Actuellement à la question de la bourgeoisie « C'est une révolte ? », ses courtisans répondent : « Non, ce ne sont que des grèves corporatives. »

...« Ce qui s'est passé, ce n'est pas des grèves corporatives. Ce n'est même pas des grèves. C'est la **grève.** C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la Révolution. »

Quelle actualité revêtent ces écrits de Juin 36 ! Et quelle actualité revêtent aussi ces phrases de fin octobre 1934 dans « Où va la France » :

« A la jeune génération du prolétariat, il faut une direction politique, non une tutelle importune »...

« Il faut poser devant la jeunesse ouvrière le problème de la révolution dans toute son ampleur. En se tournant vers la nouvelle génération, il faut savoir faire appel à son audace et à son courage, sans lesquels rien de grand ne se fait dans l'histoire. La révolution ouvrira largement les portes à la jeunesse. La jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution. »

Des GOBELINS à CHARLETY

60.000 Provocateurs Manifestent

Plus de 60.000 personnes ont répondu à l'appel de l'UNEF et du SNE Sup pour participer au meeting du Stade Charlety et à la manifestation qui a précédé le meeting. 60.000 personnes, parmi lesquelles des étudiants, bien sûr, mais aussi des travailleurs en très grand nombre. La CFDT et certaines fédérations FO avaient appelé à participer.

Le succès de cette manifestation est d'une importance politique exceptionnelle. Tout d'abord par le nombre des participants, mais surtout parce qu'il a marqué une défaite à la fois pour le pouvoir gaulliste et pour l'appareil de la CGT.

Le fait même que la manifestation ait été tolérée est un recul pour le pouvoir. Celui-ci n'a pas osé réitérer la provocation de vendredi dernier. Malgré les rodomontades de Pompidou sur l'interdiction de tout rassemblement ayant un caractère de manifestation, les étudiants ont maintenu leur appel et ont obtenu gain de cause.

C'est aussi une défaite pour le Parti communiste. Celui-ci a traîné dans la boue ces «provocateurs», cette «pègre», qui, la nuit de vendredi, ont osé affronter les CRS et leur tenir tête.

Il a utilisé toutes les ressources de sa très large expérience en matière de calomnies, d'injures pour dénoncer le mouvement étudiant en des termes dont la violence outrancière et l'imbécillité dépassaient celles des tenants du pouvoir. Il s'est désolidarisé par avance de la manifestation de lundi.

Eh bien, ce lundi, 60.000 personnes ont défilé en criant: «nous sommes la pègre» mais aussi «Seguy, trahison». Malgré la campagne de calomnies, des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue du côté des étudiants. Des milliers qui ont applaudi des représentants syndicaux plus ou moins en rupture de ban avec leurs centrales, qui dénoncèrent la trahison de ces centrales dans leurs négociations avec le gouvernement, et l'attitude innomable de la direction de la CGT à l'égard de la lutte des étudiants.

C'est la première fois qu'une manifestation faite autour des mots d'ordre «gauchistes» rassemble un tel nombre de participants. C'est aussi la première fois depuis des années que dans une manifestation, les révolutionnaires peuvent s'exprimer ouvertement, diffuser leur presse librement, sans se heurter aux nervis staliniens.

C'est énorme, et c'est à l'image du changement intervenu tant dans les rapports entre le pouvoir et les masses qu'entre les staliniens et les révolutionnaires. Les «idées gauchistes» ne sont plus seulement véhiculées par des groupuscules, elles ont acquis droit de cité dans un mouvement de masse.

Ce mouvement de masse était jusqu'ici constitué d'étudiants. Mais la large partipation de travailleurs à la manifestation prouve que les idées défendues et les méthodes d'action préconisées par les révolutionnaires trouvent des échos parmi les travailleurs, surtout parmi les plus jeunes. Là réside l'espoir que cette manifestation ne soit pas sans lendemain.

LE P.C.F. ET LA CRISE

Les Paradoxes d'une Politique

Que le Parti Communiste Français ne soit plus un parti révolutionnaire, qu'il soit même devenu l'un des piliers de l'ordre bourgeois, est aujourd'hui, pour beaucoup déjà, une vérité première. Mais il serait faux de déduire de cette première constatation qu'il ne peut donc que s'opposer systématiquement aux revendications, économiques et politiques des masses.

Pour ne pas être débordé sur sa gauche, le P.C.F. peut en effet être contraint d'aller très loin, de reprendre demain à son compte des actions qu'il qualifierait de « gauchistes » et « d'aventuristes », aujourd'hui, car cela il peut le faire tant que la bourgeoisie dispose d'une politique, et d'une équipe de rechange, c'est-à-dire d'un Mitterrand ou d'un Mendès-France capable d'assumer la défense de ses intérêts. Le seul point de rupture absolu que le P.C.F. ne pourra en aucun cas dépasser, c'est le moment où le prolétariat combattra pour éliminer définitivement le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire le moment de la Révolution Socialiste.

Entendons-nous bien. Le P.C.F. n'adoptera un cours plus à gauche que contraint par la force des événements. Et il ne le fera pas sans résistance. Mais il peut le faire, et cela, il faudra le savoir pour ne pas être surpris, demain peut-être, par un éventuel changement de sa politique.

Son attitude au cours des trois dernières semaines est à cet égard riche de signification.

Après s'être laissé surprendre, et avoir pris, en milieu étudiant, un mouvement de masse à rebrousse-poil, le P.C.F. a manifestement décidé de ne pas courir ce risque avec la classe ouvrière.

C'est pourquoi il s'est bien gardé de freiner, lors du déclenchement du mouvement de grève, dès qu'il s'est rendu compte qu'il risquait ainsi de se couper sinon de la totalité des travailleurs, du moins des jeunes.

Face à une vague de grève qui avait indiscutablement un caractère politique, qui visait en premier lieu l'Etat gaulliste, le P.C.F. a tout fait pour « économiser » le mouvement, c'est-à-dire pour le maintenir sur le terrain des luttes économiques. Mais sur ce terrain là, il a accepté d'aller loin. Il a sinon mis en avant, du moins accepté dans maintes entreprises, des revendications telles que le salaire minimum à 1 000 F par mois, et le paiement des heures de grève, toutes revendications qu'il n'y a guère que quelques semaines nous valaient des flots d'insultes.

Bien sûr, cela ne l'a pas empêché de négocier un compromis pourri avec les représentants du patronat et de l'Etat. Mais ce compromis ne l'a pas non plus empêché, lundi matin, là où les ouvriers se refusaient à reprendre le travail, de déclarer qu'ils avaient raison de vouloir plus.

Sur le plan politique, le P.C.F. s'est jusqu'à présent refusé à quitter le terrain parlementaire. Mais si la radicalisation des masses se poursuit, si celles-ci posent le problème du pouvoir dans la rue, il est à peu près certain que nous le verrons suivre, et poser lui aussi le problème du pouvoir mais d'un autre pouvoir bourgeois.

Mais le Parti Communiste Français est tout de même gêné dans ses évolutions par ses origines. Il aspire à participer aux responsabilités gouvernementales, dans le cadre de l'Etat bourgeois, bien sûr. Et il doit pour cela, aux yeux de ses maîtres, multiplier les gages de bonne volonté, se laver de sa tâche originelle : le fait qu'il est un parti « communiste ».

Cette nécessité explique, entre autre chose, que certaines organisations, traditionnellement considérées comme moins à gauche que le P.C.F., puissent prendre aujourd'hui des positions plus radicales.

Alors que la presse stalinienne couvrait les dirigeants étudiants de boue, M. Mendès-France était vendredi soir au Quartier Latin. En spectateur, bien sûr, mais enfin il y était.

Et la C.F.D.T., centrale syndicale notoirement liée à la Fédération, peut se permettre des attitudes « gauchistes », exprimant sa solidarité avec les étudiants, parlant de lutter pour la démocratie socialiste.

Mais il est vrai aussi que la C.F.D.T. n'a pas, d'une part, l'influence numérique de la C.G.T., et surtout, d'autre part, que ce n'est pas elle qui est considérée par les travailleurs comme la centrale syndicale de lutte de classe. comme celle de la révolution sociale. C'est pourquoi les mêmes attitudes ont un poids, et un sens, tout différent en fonction de celui qui les adopte.

Et paradoxalement, c'est précisément le fait que la C.G.T. apparaisse en temps ordinaire comme le syndicat le plus à gauche, qui l'oblige aussi à freiner en période de grandes luttes plus que tous les autres syndicats.

Mais de toute manière, quelles que soient les différences d'attitudes entre les partis dits ouvriers, et entre les grandes centrales syndicales, tous ces gens-là nous préparent un même avenir, le maintien de l'ordre bourgeois.

Seulement l'avenir ne dépend pas d'eux. Il dépend surtout de la classe ouvrière. Et celle-ci n'a pas dit son dernier mot.

Christian JUNG.

LES DIRIGEANTS C.G.T. DIVISENT

l'unité des travailleurs, des étudiants

Vendredi soir, des milliers de jeunes, étudiants et travailleurs, ont affronté les forces de l' « ordre » déchaînées, les matraqueurs de de Gaulle.

Toute la population parisienne a pu voir et entendre. Toute la population parisienne a été témoin de la sauvagerie de la répression. Tirs de grenades, « ratonnades », cris des blessés, passages-à-tabac dans les commissariats, tous ceux qui ont vécu cela ne l'oublieront pas. Et ils garderont au cœur la haine du pouvoir et de ses flics.

Et qu'on ne vienne pas parler de « provocateurs », ou de « meneurs irresponsables ». Ceux qui luttent aujourd'hui ont, pendant des années, été provoqués par un pouvoir réactionnaire et policier sénile. Ils luttent, et ils ont raison. Ils représentent l'espoir et la conscience, ceux-là même que les valets du pouvoir et le PC qualifient d' « émeutiers », de « blousons noirs », de « voyous », de « pègre sortie du pavé ». Ils sont l'avant-garde. Et si quelque chose doit changer dans le pays, c'est avant tout à eux que nous le devons.

Car que s'est-il passé vendredi à Paris ?

D'un côté, les dirigeants de la CGT, après avoir passé la matinée chez le préfet Grimaud, organisaient dans « le calme et la discipline », deux cortèges parallèles, marchant en sens inverse, l'un sur la rive gauche, l'autre sur la rive droite, sans compter les multiples meetings de banlieue qui éparpillaient les forces ouvrières.

Les cortèges de la CGT ne rencontrèrent pas l'ombre d'un flic.

D'un autre côté, la manifestation organisée par l'UNEF et le SNE-Sup pour protester contre la mesure d'interdiction frappant Daniel Cohn-Bendit rassemblait à la gare de Lyon des dizaines et des dizaines de milliers de jeunes, étudiants et ouvriers. Mais dès que le cortège voulut s'ébranler, les CRS intervinrent, interdisant l'accès à la place de la Bastille, pourtant entièrement libre une heure avant.

La vérité, c'est que le gouvernement et les dirigeants de la CGT se sont entendus pour essayer de faire croire qu'il y a d'un côté les ouvriers calmes et disciplinés, et de l'autre des jeunes, fauteurs de troubles.

Gouvernement et dirigeants cégétistes ont essayé de diviser la population. Ils n'y sont pas arrivés. Bien au contraire. Car dans tous les quartiers de Paris, la population a pu, pour la première fois, apprécier elle-même, de ses propres yeux, et le courage et la détermination des manifestants, et la sauvagerie policière. Et la répression a cimenté la fraternité entre les étudiants et les jeunes travailleurs. Des faits semblables ont d'ailleurs eu lieu dans les grandes villes de province.

Tous ces jeunes savent aussi une chose : c'est que le pouvoir est à ceux qui sont dans la rue, et que la seule façon de changer la société, ce n'est pas d'attendre le vote d'une motion de censure, ce n'est pas de se laisser encaserner dans les usines, mais c'est, tous ensemble, de contester le pouvoir, là où il se trouve, là où il s'exerce, dans la rue.

Barjonet, secrétaire du centre d'études économiques et sociales de la CGT, a démissionné pour dénoncer publiquement les manœuvres honteuses des autres dirigeants de la centrale syndicale.

Les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, doivent s'unir en dénonçant les manœuvres de division, en proclamant hautement leur attachement à l'unité dans la lutte.

Ce sera la seule façon de faire reculer le gouvernement, de faire échec aux compromissions des dirigeants traîtres, et d'imposer la volonté unanimes des travailleurs manuels et intellectuels.

A bas les diviseurs !

Vive l'unité !

A BORDEAUX

Plus de 5.000 manifestants répondent à De Gaulle

A l'appel de l'Association générale des Etudiants de Bordeaux (U.N.E.F.), près d'un millier d'étudiants s'étaient réunis, vendredi soir, dans un amphithéâtre du campus de Talence, pour écouter le discours de de Gaulle et le discuter.

Très rapidement, l'unanimité se fit pour condamner le baratin présidentiel et pour dénoncer le piège que constituait le référendum.

Une manifestation est alors prévue pour le lendemain. L'appel à cette manifestation est lue dans l'amphithéâtre, adoptée par les participants. Des orateurs insistent sur la nécessité d'y amener de très nombreux travailleurs. Il est donc décidé de diffuser largement l'appel dans les quartiers ouvriers.

Samedi, à 17 heures, les milliers de manifestants affluent place Saint-Michel, malgré une mise en garde de l'U.D.-C.G.T. qui appelait la population à ne pas manifester.

Le cortège, imposant, s'ébranle lentement, drapeaux rouges en tête. De nombreuses banderolles émergent de la foule : «Cohn-Bendit en France, De Gaulle expulsion », « Mai 58 - Mai 68, Bon anniversaire Charlot », etc. La banderolle de **Voix Ouvrière** ne sera pas inquiétée pendant toute la durée de la manifestation.

Des manifestants passent devant la Mairie, ils s'y arrêtent. Des slogans contre Chaban-Delmas, l'U.N.R. et de Gaulle fusent de partout. Des drapeaux rouges sont hissés sur le haut du portail, une banderolle exigeant l'expulsion de de Gaulle y est accrochée. Quelques vitres sont brisées et la manifestation reprend son chemin en chantant l'Internationale. Elle passe dans les quartiers populaires, devant la préfecture, grossie sans cesse par des passants qui se mêlent à la foule.

C'est vers 18 h. 45 que la manifestation, qui repasse devant la mairie, est attaquée par les C.R.S., alors que certains manifestants brisaient les vitres du fief de Chaban-Delmas, tandis que d'autres criaient : « Occupation, Occupation ! »

C'est le début de violents affrontements qui se prolongeront tard dans la nuit. Une partie des manifestants se regroupe devant la Faculté des Lettres tandis que d'autres construiront des barricades rue Sainte-Catherine et près de la place des Victoires.

Ici et là, les heurts sont violents et de nombreux manifestants, avec courage, ripostent aux brutalités des C.R.S.

Vers minuit, les manifestants obtiennent que les C.R.S. se retirent des abords immédiats de la Faculté et le seul théâtre des combats reste la rue Sainte-Catherine et ses environs. Ce n'est que vers 3 heures 30 du matin que le calme reviendra.

PERMANENCE

tous les jours au siège

de 8 heures à 22 heures

DANS LA TRADITION DES ACCORDS NÉGOCIÉS : un prédécesseur en trahison : LÉON BLUM

Aujourd'hui, alors que l'immense mouvement de grève et les manifestations étudiantes secouent le régime, le PCF relance avec insistance la FGDS, pour établir un « programme commun », programme qui serait au mieux celui d'un nouveau front populaire, Mitterrand ou Mendès-France jouant le rôle tenu à l'époque par Léon Blum.

Il n'est pas sans intérêt de voir quel fut le rôle de Blum en 1936 face à la vague de grèves qui déferla sur le pays.

Dispensateur des grandes réformes sociales, comme il fut présenté aux travailleurs ? Ou bon agent de la bourgeoisie, dans une période critique pour elle, son « sauveur », lorsque la classe ouvrière remettait en question le régime capitaliste ? Il s'en explique lui-même, lorsqu'en 1942, sous le signe de Pétain, il fut mis en accusation devant la Haute Cour de Riom. Il pourrait sembler malhonnête d'utiliser les déclarations faites devant un tribunal, et qu'on pourrait croire arrachées par la menace et sans valeur politique.

Mais en 1945, en faisant paraître le texte de sa déclaration sous le titre : « Léon Blum devant la cour de Riom » aux Editions de la Liberté, ses éditions officielles, le parti socialiste SFIO en revendiquait l'honneur.

« ...Je me souviens de ce qu'on me disait, ou me faisait dire par des amis communs : « Alors quoi ? C'est la Révolution ? Alors quoi ? Qu'est-ce qu'on va nous prendre ? Qu'est-ce qu'on va nous laisser ? »... Les ouvriers occupaient les usines. Et peut-être ce qui contribuait le plus à la terreur, c'était cette espèce de tranquillité, cette espèce de majesté calme avec laquelle ils s'étaient installés autour des machines, les surveillant, les entretenant, sans sortir au dehors, sans aucune espèce de signe de violence extérieure... On ne demandait qu'une chose aux Chambres : aller vite, voter vite, afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée, non pas de révolutionnaire, mais de quasi-révolutionnaire, et qui l'était en effet... Les usines étaient occupées. Est-ce qu'on avait demandé à mon prédécesseur de les faire évacuer par la force ?... Les patrons — M. Sarraut a rappelé leur langage — non seulement ne lui ont pas demandé d'en faire usage, mais l'on adjuré de n'en pas faire usage. Ils lui ont dit : « Dans l'état présent des choses, cela ne pourrait aboutir qu'à un conflit sanglant. Or nous ne voulons pas reprendre le travail dans des usines ensanglantées, avec des ouvriers dressés contre nous »...

L'ampleur du mouvement effrayait la bourgeoisie qui ne voulait pas déclencher l'épreuve de force car elle était loin d'être sûre de la gagner. Ce n'est pas par magnanimité que la police n'est pas intervenue car :

« ...plus tard, la situation n'a plus eu que ce caractère local, personnel. On pouvait faire respecter la loi sans courir de tels risques. La hiérarchie des devoirs à partir de ce moment là a changé. Nous n'avons pas hésité ; nous avons fait respecter le droit de propriété. Par exemple, au commencement d'octobre, une grève de restaurateurs et d'hôteliers a éclaté juste au moment du Salon de l'Automobile. Nous avons fait évacuer les restaurants par la police. Nous avons fait la même opération le mois suivant, en novembre, dans les grèves de la chocolaterie... »

Les accords Matignon, qui sur le plan de l'entreprise prévoient : augmentations de salaires, délégués ouvriers, Léon Blum dévoile qu'ils ont été provoqués par le patronat :

« ...Sans nul doute, j'aurai tenté moi-même ce qu'on a apelé l'accord Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative première est venue du grand patronat... »

« ...La contre-partie c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour-là, les représentants de la CGT (alors unifiée, Jouhaux en était secrétaire général et Benoît Frachon secrétaire général adjoint) ont dit aux représentants du grand patronat qui étaient à Matignon : « Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons, et nous le ferons. Mais nous vous avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à un mouvement comme celui-là, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de chômage et de déflation pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour faire exécuter nos ordres » Et je vois encore M. Richemont, qui était assis à ma gauche baisser la tête en disant : « C'est vrai, nous avons eu tort »...

Il faut dire à la décharge des militants syndicalistes, qu'un grand nombre d'entre eux sont passés outre aux consignes de reprise du travail, et ne se sont résignés à le faire que n'ayant aucune autre issue, ne voyant aucune autre solution proposée.

Et Blum résume devant la Cour de Riom le véritable rôle qu'il a joué en 1936 par ces phrases :

« ...Cela a peut-être l'air singulier de parler ainsi aujourd'hui, de la place où je suis et dans une situation comme celle-là. Mais je dois vous dire qu'à ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on ne considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile, qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle : je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion, un ascendant suffisant pour qu'il lui fît entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force. »

On ne peut pas avouer plus cyniquement le rôle réactionnaire joué par ces hommes dits de gauche du gouvernement Blum en 1936.

Demain, si la lutte des travailleurs et des étudiants abat le régime gaulliste, c'est avec des hommes de ce type que la bourgeoisie essaiera de nous faire rentrer dans « l'ordre », celui des patrons.

Mais les étudiants et les travailleurs ont montré ces derniers jours qu'ils ne se contenteront pas de belles paroles ne présageant que la trique à longue échéance.

A BAS LA DUPERIE DU RÉFÉRENDUM (Suite de la page 1)

teurs et des exploités, des producteurs et des parasites.

Que 10 millions de travailleurs cessent le travail et toute la vie du pays est arrêtée. Ce sont ces 10 millions qui, nous le voyons bien, produisent toutes les richesses. Mais il y a 28 millions d'électeurs. Et parmi ceux-ci les bourgeois, les hauts fonctionnaires, les flics, les militaires, les curés, les bonnes sœurs, les parasites de tout poil. Et dans l'urne leur voix compte autant que celle d'un prolétaire.

La moitié ou plus des dizaines de milliers de jeunes étudiants et travailleurs qui ont affronté la police au Quartier Latin, à Lyon, à Bordeaux, avaient moins de 21 ans et ne possèdent pas le droit de vote. Les flics qui leur étaient opposés l'ont. Le 16 juin, dans les urnes, ce sont les flics qui décideront de l'avenir d'une société, dont ces jeunes ne veulent plus.

Tant que de Gaulle aura le pouvoir, disposera de l'armée, de la police, des fonctionnaires, de tout l'appareil de l'Etat, il aura une marge de manœuvre énorme, et toute possibilité de duper les masses ou de les terroriser, pour leur faire accepter sa volonté.

Lui-même d'ailleurs a bien montré qu'il n'attribuait qu'une confiance limitée au bulletin de vote. Ce n'est pas par une opération électorale qu'il est venu au pouvoir en mai 1958. C'est par la rue. Pour s'emparer des rênes de l'Etat il n'a pas attendu que ses prédécesseurs organisent une consultation populaire. Il a commencé par fomenter une émeute et une insurrection de l'armée en Algérie. Puis il a revendiqué le pouvoir qu'une assemblée aux ordres lui a donné. Ce n'est que lorsqu'il a tenu solidement en main ce pouvoir, qu'il a organisé un referendum pour savoir... si le peuple français voulait de lui.

Nous pouvons nous inspirer de son exemple.

Tant que de Gaulle aura en mains le pouvoir, l'appareil d'Etat et les moyens énormes de propagande, de pression et de répression qu'il confère, tout referendum sera forcément une duperie.

Nous devons le refuser.

Et le refuser cela ne peut signifier qu'une chose : continuer le combat commencé sur le terrain où il a commencé, dans la rue. Ce n'est que dans la rue que l'on conteste réellement le pouvoir de de Gaulle car ce n'est que là qu'est mise en cause la force qui le soutient : les bandes armées de ses policiers. Ce n'est que lorsque ces bandes armées auront disparu qu'une consultation réellement libre des masses populaires, s'il en est encore besoin pourrait avoir lieu.

A l'annonce du referendum toute la gauche officielle, tous les dirigeants de la Fédération, du PSU, du PCF, ont poussé de hauts cris. Tous ont dénoncé l'opération.

Cela ne suffit pas. Mendès-France a déclaré : « On ne compose pas avec un plébiscite on le combat ».

C'est juste. Mais alors que Mendès et les autres participent et organisent ce combat! Qu'ils se prononcent tout de suite clairement et hautement pour le boycott, pour la continuation de l'action entreprise par la jeunesse, étudiants et travailleurs.

Qu'ils se prononcent clairement, eux les aspirants à la succession de de Gaulle et au pouvoir, pour la dissolution des bandes armées de l'Etat: CRS ou autres, contre lesquelles la jeunesse a combattu.

Cela ne se fera pas dans les isoloirs mais dans la rue.

J. Morand.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration :
29, rue de Château-Landon
Paris-10e.
Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.
Prix : 1 F.
Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an : 25 F.
Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F
Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78
Imprimerie - Composition :
R. BOUCHÉ, Lizy-s-Ourcq
Resp. pub. M. Schroedt.

OU EST LA PÈGRE ?

Lorsque, il y a quelques semaines, les travailleurs de Caen combattaient flics et CRS, la presse s'était indignée que des éléments « douteux », « étrangers », aient participé aux bagarres aux côtés des grévistes. C'était des étudiants.

Aujourd'hui, la même presse fait chorus ; aux côtés des étudiants, sur les barricades, il y avait de nouveau des éléments étrangers, mais cette fois c'était des jeunes ouvriers, qu'on a vite fait d'étiqueter ; c'était des « voyous », la « pègre », selon le mot de Pompidou qui fit fortune. L'organe du PCF « L'Humanité », reprit le terme avec délectation. C'était un excellent moyen d'éluder ses responsabilités politiques. Excellente occasion aussi de contribuer à la démoralisation en contribuant à répandre un climat de panique. « L'Huma » se trouve en bonne compagnie.

Certes, des éléments « douteux », des provocateurs, des « voyous », il y en a, mais ce ne sont pas ceux qu'on dénonce à longueur de colonne, ce sont les forces de « l'ordre ».

C'est ce gouvernement qui ne gouverne plus rien quand 10 millions de grévistes décident d'arrêter la machine. C'est cette pègre-là, ces voyous-là qu'il nous faudra chasser.